

Note de synthèse n° 11

Opinions sur le (dé)confinement, moments difficiles, sorties et santé.

L'enquête COCONEL est réalisée par internet. Une fois par semaine, un échantillon d'un millier de personnes, représentatif de la population adulte résidant en France, est interrogé avec un questionnaire couvrant divers aspects de la crise actuelle. La présente note détaille les principaux résultats de la septième vague (2003 enquêtés, interrogés du 7 au 10 mai), sur les aspects suivants : les opinions à l'égard du (dé)confinement ; les sorties de la veille ; Les moments difficiles durant le confinement ; la santé (sommeil, besoin de soutien psychologique). Enfin, elle revient sur les résultats de la quatrième vague au sujet des consommations d'alcool et de tabac.

A la veille de la levée du confinement, un quart des enquêtés a eu un membre de son foyer ou un autre proche atteint par la COVID-19. Le soutien massif en faveur du confinement aura duré toute la durée de celui-ci. D'ailleurs, à la veille de sa levée, un enquêté sur deux aurait souhaité son prolongement au-delà du 11 mai, et les trois quarts déclarent qu'ils continueront à appliquer des mesures strictes de confinement après cette date. Cela s'explique sans doute à la fois par la forte crainte d'une seconde vague épidémique (jugée très probable par 79 % des enquêtés), et par le fait qu'une courte majorité (57 %) estime, finalement, avoir appris à apprécier le confinement. Lors des derniers jours du confinement, 60 % des enquêtés sont sortis de chez eux la veille, les personnes souhaitant son prolongement ou ayant prévu de continuer à se confiner sont plus souvent restées chez elles.

Durant le confinement, les enquêtés ont souvent connus des moments particulièrement difficiles sur le plan personnel, pour des motifs variés (annonces gouvernementales, situation professionnelle, conflit avec un proche au sein du foyer...). En outre, 68 % des enquêtés ont encore des problèmes de sommeil, cette proportion ayant reculé de 5 points en trois semaines. Rappelons que ces troubles concernent d'ordinaire un peu moins de la moitié des adultes. Ces troubles du sommeil sont plus fréquents parmi les personnes qui ont connu des moments difficiles. Depuis le début du confinement, 12 % des enquêtés ont ressenti le besoin de recourir à un professionnel de santé pour bénéficier d'un soutien psychologique, mais les deux tiers y ont renoncé, le plus souvent par crainte de s'exposer au coronavirus en se déplaçant pour la consultation, ou pour des raisons financières. Ici encore, ce besoin ressenti est très corrélé aux moments difficiles vécus pendant le confinement. Enfin, les usages d'alcool et de tabac mesurés après un mois de confinement suggèrent de faibles variations : la consommation de tabac reste presque inchangée, 13 % des enquêtés ont augmenté leur consommation d'alcool, et 21 % l'ont diminuée.

Proximité à la COVID-19¹ avant la levée du confinement : un quart des Français a eu un proche atteint.

Rappelons qu'il ne s'agit pas ici d'estimer des prévalences mesurant la propagation de l'épidémie, mais plutôt la proximité perçue avec l'épidémie, appréciée à trois niveaux : l'enquêté lui-même, son foyer actuel, ses proches (famille et amis).

A la veille du déconfinement, moins de 3 % des enquêtés ont déclaré avoir, ou avoir eu, une COVID-19 confirmée (par un test ou par un diagnostic médical), contre moins de 1 % fin mars. De même, 4 % rapportent un cas confirmé de COVID-19 au sein de leur foyer, (contre 1 % fin mars), et 24 % parmi leurs proches en dehors du foyer (famille, amis) (11 % fin mars). Ces trois proportions sont stables depuis la mi-avril. En outre, **7 % des enquêtés indiquent qu'un de leur proche a développé une forme grave nécessitant une hospitalisation en réanimation, et 3 % qu'un de leur proche est décédé des suites de cette forme grave.**

Il est à noter que les Franciliens déclarent plus souvent avoir eu un cas confirmé dans leur foyer ou parmi leurs proches (c'est le cas de 38 % d'entre eux), tandis que c'est moins souvent le cas parmi les populations rurales (19 %).

Opinions sur le confinement : certains ont appris à l'apprécier, beaucoup craignent sa levée.

Un soutien massif qui aura duré tout le confinement.

Après plus de sept semaines de confinement, à la veille de sa levée, 78 % des Français estiment encore que le confinement est le seul moyen efficace de lutter contre l'épidémie de COVID-19. Cette proportion est stable depuis un mois, et il en va de même des attitudes critiques à l'égard du confinement : un quart des enquêtés juge que c'est une mesure excessive par rapport à la gravité de l'épidémie (24 % lors de cette vague), tandis qu'une courte majorité estime qu'il restreint trop les libertés individuelles (57 %).

Prolonger le confinement : un Français sur deux y reste favorable. A la veille de sa levée, 49 % des enquêtés se disent en accord avec l'assertion selon laquelle il faudrait

prolonger le confinement au-delà du 11 mai, contre 56 % la semaine d'avant, et 62 % la semaine précédente. Cette opinion est soutenue par 63 % des 18-25 ans, ce soutien déclinant ensuite avec l'âge jusqu'à 41 % parmi les 46-55 ans, avant de ré-augmenter (49 % parmi les plus de 75 ans). Elle est aussi socialement différenciée. En particulier, les personnes vivant dans un ménage à bas revenus y sont plus souvent favorables (59 % des bas revenus contre 36 % des revenus les plus aisés²). En outre, parmi les personnes qui estiment qu'il faudrait prolonger le confinement, 43 % sont très inquiètes à l'idée d'être infectées par le coronavirus (elles évaluent leur crainte d'être infectées de 8 à 10 sur une échelle allant de 0 à 10), contre seulement 20 % de celles qui ne soutiennent pas cette opinion.

Les trois quarts des enquêtés enclins à rester confinés.

La veille du déconfinement, 74 % des enquêtés déclarent qu'en ce qui les concerne, ils continueront à appliquer des mesures strictes de confinement après le 11 mai. Cette proportion atteignait 77 % la semaine précédente, cette légère baisse étant significative. Cette opinion ne varie pas selon les niveaux de diplôme ou de revenus, mais elle est plus fréquente parmi les femmes (78 %, contre 69 % des hommes), et dépasse 80 % au-delà de 65 ans. En outre, cette opinion est plus souvent soutenue par les personnes qui déclarent qu'un membre de leur foyer ou un proche a été infecté (79 %, contre 72 % pour les autres enquêtés), et plus encore par celles qui sont très inquiètes à l'idée d'être infectées (87 % contre 68 %).

La plupart des Français anticipent encore une seconde vague.

Une seconde vague de contamination après le 11 mai est jugée très probable par 79 % des enquêtés, contre 85 % la semaine précédente, ce recul étant significatif. Cette opinion est un peu plus souvent partagée par les femmes (82 %, contre 76 % des hommes), et elle tend à reculer avec l'âge (87 % parmi les 18-25 ans, 71 % parmi les plus de 65 ans). En revanche elle varie très peu selon les niveaux de diplôme et de revenus. Cette opinion est liée aux précédentes. Par exemple, 93 % des enquêtés favorables à un maintien du confinement au-delà du 11 mai jugent une seconde vague très probable, contre 65 % des autres enquêtés.

Un consensus stable en faveur du déconfinement adapté selon le département. 82 % des enquêtés estiment qu'adapter les mesures de déconfinement selon

1 L'Académie française a en effet tranché pour le féminin.

2 Le total des revenus du ménage a été divisé par le nombre d'unités de consommation au sein de celui-ci, qui prend en compte à la fois sa taille et sa composition. Le premier quartile de la distribution de ce revenu du ménage par unité de consommation correspond aux ménages qui ont les plus bas revenus, et le dernier quartile aux ménages les plus aisés.

la situation de chaque département est une bonne chose (80 % la semaine précédente). Ce consensus augmente avec le niveau de revenus (de 79 % pour les enquêtés vivant dans un ménage à bas revenus jusqu'à 87 % parmi les plus aisés).

Des opinions partagées sur le confinement ciblé.

La proposition suivante était présentée aux enquêtés : « Plutôt qu'un confinement général, mieux vaut cibler les populations à risque, comme les personnes âgées » : 42 % des enquêtés se déclarent en accord avec cette assertion (43 % la semaine précédente). C'est plus souvent le cas des hommes (48 %, contre 37 % des femmes), des plus jeunes (55 % parmi les 18-25 ans, 25 % parmi les plus de 75 ans). En revanche, les personnes très inquiètes à l'idée d'être infectées sont moins souvent favorables à ce confinement ciblé (36 %, contre 45 % des autres enquêtés).

Enfin, **57 % des enquêtés estiment que, finalement, ils ont appris à apprécier le confinement.** Cette proportion ne varie pas selon le sexe ou la situation financière des enquêtés, ni selon leur inquiétude d'être infecté. En revanche, elle est plus fréquente parmi les résidents d'une commune de moins de 1000 habitants (65 % parmi eux), et surtout parmi les étudiants (75 %), ce qui recoupe les écarts observés selon l'âge (73 % des 18-25 ans sont d'accord avec cette assertion, contre 46 % des plus de 75 ans).

Finalement, j'ai appris à apprécier cette période de confinement.



Plutôt qu'un confinement général, mieux vaut cibler les populations à risque, comme les personnes âgées.



Adapter les mesures de déconfinement selon la situation de chaque département est une bonne chose.



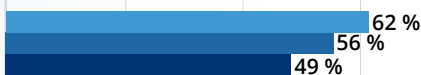
Une seconde vague de contamination après le 11 mai est très probable.



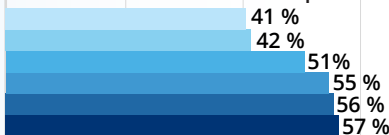
Malgré le déconfinement annoncé, après le 11 mai je continuerai à appliquer des mesures strictes de confinement.



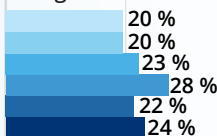
Il faudrait maintenir le confinement actuel au-delà du 11 mai.



Le confinement restreint trop les libertés individuelles.



Le confinement est une mesure excessive par rapport à la gravité réelle de l'épidémie.



Le confinement est le seul moyen efficace de lutter contre l'épidémie



Figure 1. Opinions à l'égard du confinement. Enquête COCONEL, vagues 1 et 3 à 7, mars-mai 2020.

Sorties de la veille : la majorité des Français sont sortis lors des derniers jours du confinement.

L'indicateur choisi pour suivre les sorties des Français pendant le confinement est ici le fait d'être sorti au moins une fois de son domicile, la veille de l'enquête. Lors de la troisième semaine de confinement, seuls 40 % des enquêtés avaient déclaré être sortis de chez eux la veille, ce qui constituait une baisse nette au regard de la semaine précédente (cf. Figure 2), puis cette proportion a ré-augmenté, restant sur un palier de 53 % en semaines 6 et 7, avant une nouvelle hausse : **lors des derniers jours du confinement, 60 % des Français déclarent être sortis de chez eux la veille.**

Lors de cette dernière semaine, les hommes sont plus souvent sortis la veille (67 %, contre 53 % des femmes), de même que les personnes âgées de 46 à 55 ans (66 %, contre 56 % des 18-25 ans) et celles issues d'un ménage à hauts revenus (62 %, contre 53 % pour les ménages à bas revenus). En outre, les personnes qui ont déclaré qu'elles voulaient continuer à se confiner au-delà du 11 mai sont moins souvent sorties la veille (56 %, contre 71 % des autres), de même que celles qui jugent une seconde vague épidémique très probable (57 %, contre 69 %). Inversement, les enquêtés qui estiment que le confinement est une mesure excessive au vu de la gravité réelle de l'épidémie sont plus souvent sorties (70 %, contre 56 % des autres).

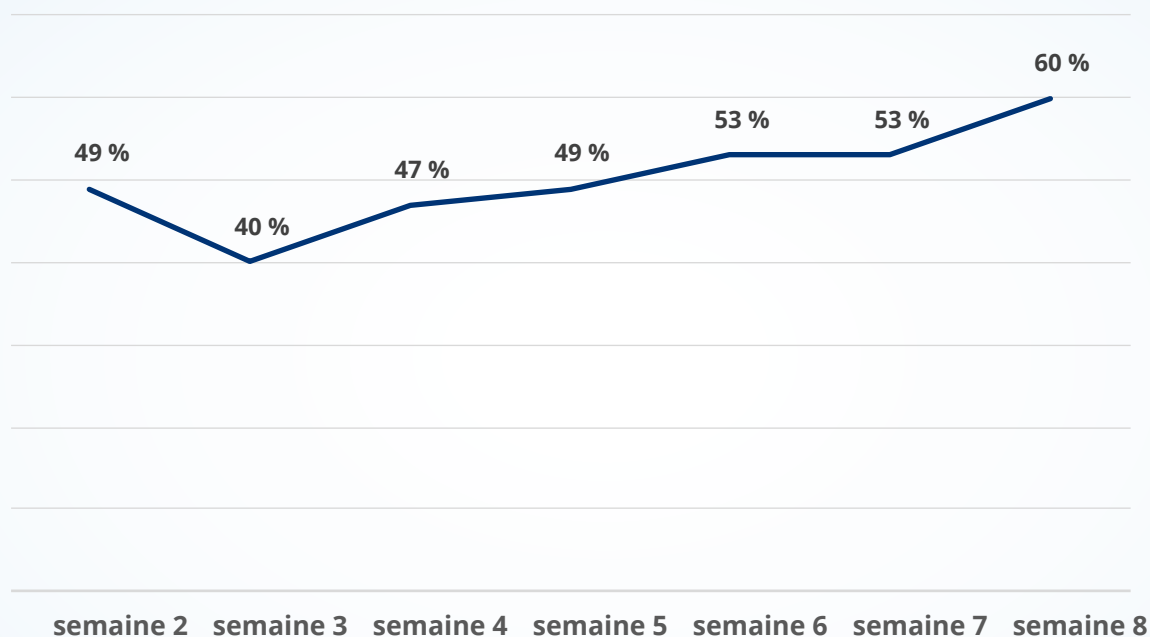


Figure 2. Proportion d'enquêtés qui sont sortis de leur domicile la veille selon la semaine de confinement. Enquête COCONEL, vagues 1 à 7, mars-mai 2020.

Des moments difficiles nombreux et des motifs variés.

A la veille de la levée du confinement, les enquêtés ont été interrogés sur les moments difficiles qu'ils ont vécus, sur le plan personnel, durant le confinement. **Un tiers des enquêtés rapporte avoir vécu des moments particulièrement difficiles en lien avec les annonces gouvernementales dans les médias** (14 % une fois, 18 % plusieurs fois), un peu plus souvent les femmes que les hommes (34 % contre 29 %).

Un quart des enquêtés a vécu des moments particulièrement difficiles en lien avec sa situation professionnelle (12 % une fois, 13 % plusieurs fois), à nouveau les femmes plus souvent que les hommes. Cette proportion dépasse les 30 % parmi les 26-55 ans, elle atteint 39 % parmi les professions intermédiaires et 56 % parmi les artisans, et elle est aussi plus élevée parmi les personnes qui ont continué à travailler à l'extérieur de leur domicile (39 %).

Un enquêté sur cinq a vécu des moments particulièrement difficiles en lien avec un déplacement qu'il a dû effectuer (11 % une fois, 9 % plusieurs fois), les 18-35 ans plus souvent que les autres (24 %), ainsi que les artisans (38 %).

De même, **un enquêté sur cinq a vécu des moments particulièrement difficiles en lien avec un conflit avec une autre personne avec laquelle il était confiné** (9 % une fois, 10 % plusieurs fois). C'est le cas de 21 % des femmes et de 15 % des hommes. Cette proportion décroît avec l'âge (de 29 % parmi les 18-25 ans à 7 % au-delà de 75 ans).

Enfin, **un enquêté sur dix a vécu des moments particulièrement difficiles à cause de l'infection d'un proche par la COVID-19** (8 % une fois, 3 % plusieurs fois).

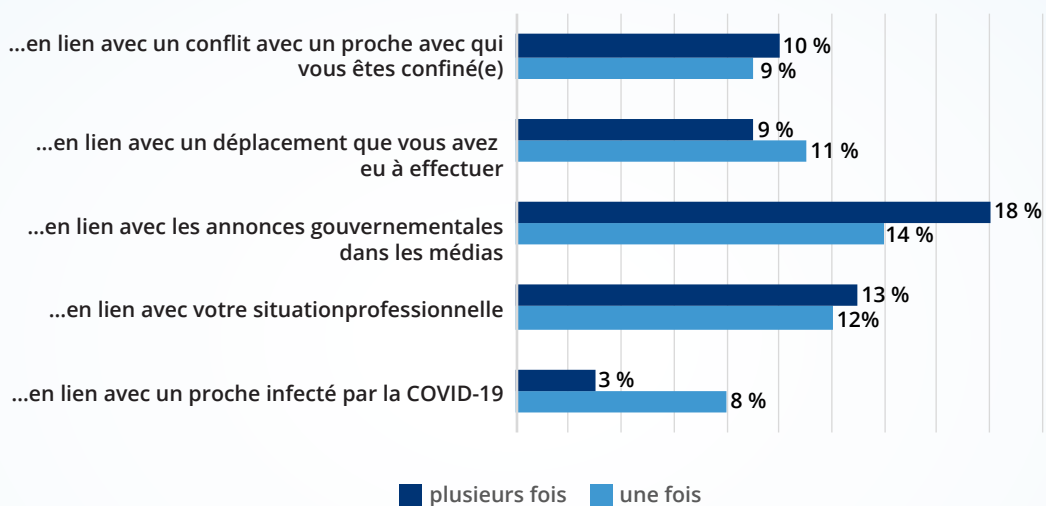


Figure 3. Moments particulièrement difficiles sur le plan personnel vécus durant le confinement. Enquête COCONEL, vague 7, 7-10 mai 2020.

Les troubles du sommeil reculent, mais restent très fréquents.

Plus des deux tiers des adultes ont des problèmes de sommeil. A la veille du déconfinement, 68 % des enquêtés ont déclaré avoir souffert de problèmes de sommeil au cours des huit derniers jours. **Cette proportion a reculé de 5 points en trois semaines** (elle était alors de 73 %). En revanche, comme lors de la quatrième vague, plus de la moitié des personnes concernées considère que ces problèmes se sont amplifiés depuis le début du confinement (54 %). La proportion des enquêtés avec des troubles du sommeil jugeant que ceux-ci les gênent dans leurs activités quotidiennes n'a cessé de croître tout au long du confinement (62 % lors de la deuxième vague, 68 % lors de la quatrième, 71 % lors de cette septième vague) suggérant un effet de cumul de la fatigue induite par ces troubles. Pour rappel, les données recueillies depuis une vingtaine d'années en population générale suggèrent que **les troubles du sommeil concernent d'ordinaire un peu moins de la moitié des adultes.**

Les femmes déclarent plus souvent des troubles du sommeil (75 % contre 61 % des hommes), et **ce sont les jeunes qui dorment moins bien que leurs aînés** : 76 % des 18-25 ans rapportent de tels troubles, contre 62 % des plus de 75 ans. En outre, ces troubles restent socialement différenciés : ils sont déclarés par 71 % des enquêtés issus d'un ménage à bas revenus, contre 63 % parmi les plus aisés. Enfin, les troubles du sommeil sont plus fréquents parmi les personnes qui se disent très inquiètes à l'idée d'être infectées par la COVID-19 (78 %, contre 64 % parmi les autres enquêtés).

Ces troubles du sommeil sont très liés aux moments difficiles vécus pendant le confinement. En effet, si globalement 68 % des enquêtés rapportent des problèmes de sommeil, cette proportion dépasse 80 % parmi ceux qui ont connu des moments difficiles durant cette période, que ce soit en lien avec des annonces gouvernementales dans les médias (81 %), en lien avec leur situation professionnelle ou avec un déplacement (82 %), ou encore en lien avec un conflit avec un proche de leur foyer (85 %).

Besoin de soutien psychologique : un Français sur huit concerné.

Depuis le début du confinement, près de 4 % des enquêtés ont bénéficié d'un soutien psychologique auprès d'un professionnel de santé, et un peu moins de 9 % auraient souhaité en bénéficier, mais y ont renoncé. Au total, **ce sont donc 12 % des enquêtés qui ont ressenti le besoin de recourir à un professionnel de santé pour bénéficier d'un tel soutien, et les deux tiers y ont renoncé.** Les deux motifs les plus fréquemment avancés pour expliquer ce renoncement sont la crainte de s'exposer au coronavirus en se déplaçant pour la consultation, et des raisons financières.

Ce besoin de soutien psychologique est aussi fréquent pour les hommes que pour les femmes. Il est plus souvent exprimé par les jeunes (16 % des 18-25 ans, 18 % des 26-35 ans, 14 % des 36-45 ans, contre environ 10 % pour les tranches d'âge suivantes). **Ce besoin est aussi plus fréquent parmi les personnes qui déclarent des difficultés financières dues au confinement** (20 %, contre 10 % des autres enquêtés), ou qui sont très inquiètes à l'idée d'être infectées (17 % contre 10 %).

Enfin, **ce besoin ressenti d'un soutien psychologique est très corrélé aux moments difficiles vécus pendant le confinement.** En effet, si globalement 12 % des enquêtés ont ressenti un tel besoin, cette proportion atteint par exemple 31 % parmi ceux qui ont connu des moments difficiles durant cette période en lien avec l'infection d'un proche, et 25 % parmi ceux qui ont vécu des moments difficiles suite à un conflit avec un proche avec lequel ils étaient confinés.

Retour sur la quatrième vague (15-17 avril)...

Alcool et tabac après un mois de confinement : les Français ont peu modifié leurs usages.

La crise sanitaire et le confinement ont fait craindre aux professionnels des addictions de fortes conséquences sur les usages de drogues en général, en particulier pour le tabac et l'alcool. L'enquête COCONEL permet de constater qu'après un mois de confinement, la consommation de tabac est restée presque inchangée : avant le confinement, 17 % des personnes interrogées fumaient quotidiennement, dont 8 % fumant 10 cigarettes et plus par jour, contre respectivement 18 % et 9 % après un mois de confinement. La situation ne semble pas avoir entraîné de problèmes d'approvisionnement en tabac, ni inversement de rechute d'anciens fumeurs ou de forte augmentation des quantités de tabac fumé. Dans l'ensemble, **moins d'un fumeur sur dix aurait fumé davantage depuis le confinement**. Les personnes en télétravail ou qui ont dû arrêter de travailler pendant le confinement ont plus souvent augmenté leur consommation de tabac que les personnes qui ont continué à travailler à l'extérieur de leur domicile. Le temps passé au travail est en effet souvent l'occasion de réduire le nombre d'occasions de fumer.

En revanche, **plus d'un tiers des Français a modifié sa consommation hebdomadaire d'alcool durant le confinement : 13 % l'ont augmentée et 21 % l'ont diminuée**. Le confinement a souvent été l'occasion de réduire l'usage d'alcool, surtout chez ceux qui buvaient moins de 4 jours par semaine auparavant. La raréfaction des occasions de boire induite par les mesures de distanciation sociale ne semble pas avoir été compensée par le développement des « apéros » virtuels sur les réseaux sociaux, et a donc davantage joué qu'une éventuelle augmentation des alcoolisations anxiolytiques ou liées au désœuvrement.

La crise a eu tendance à polariser la consommation d'alcool vers les extrêmes. Si les nouvelles habitudes de consommation qui se sont dessinées au cours du confinement devaient se poursuivre, les conséquences seraient généralement bénéfiques pour les petits buveurs mais néfastes pour les buveurs plus réguliers et fréquents. Au cours du confinement, les personnes les plus à risque d'augmenter leur consommation de boissons alcoolisées ont été les fumeurs et les personnes vivant dans un logement dans lequel une personne a été infectée, y compris elles-mêmes. En revanche, les chômeurs n'ont pas augmenté leur consommation : ils l'ont même plutôt baissée. Globalement, les populations les plus à risque n'ont pas été aussi touchées que les spécialistes pouvaient le craindre au début du confinement.

L'enquête est réalisée par l'institut de sondage IFOP, qui dispose d'un access panel de plus de 750 000 ménages français. L'échantillon de répondants est représentatif de la population française des 18 ans et +, sur les critères d'âge, de sexe, de niveau d'éducation et de profession du chef de ménage, après stratification par région et catégorie d'agglomération de résidence.

Des analyses complémentaires peuvent être menées à la demande pour décliner les aspects traités selon les caractéristiques des enquêtés (âge, sexe, niveau socioéconomique, diplôme, type de commune, région, orientation politique...), ou détailler les aspects du questionnaire non abordés ici.

Le consortium COCONEL réunit des chercheurs de l'UMR VITROME (Vectorial Infections in TROPical and MEditerranean areas ; Patrick Peretti-Watel, Valérie Seror, Sébastien Cortaredona, Marseille), du Centre d'Investigation Clinique Cochin-Pasteur (Odile Launay, Paris), de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (Jocelyn Raude, Rennes) et de l'Observatoire régional de la santé Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur (Pierre Verger, Lisa Fressard, Caroline Alleaume, Marseille). Il s'appuie sur un comité de pilotage comprenant François Beck, Stéphane Legleye, Olivier L'Haridon, Jeremy Ward et Damien Léger. Il bénéficie d'un financement par le Fonds de Crise de l'Institut de Recherche pour le Développement, et par l'appel à projets Flash COVID-19 de l'Agence Nationale de la Recherche.

